

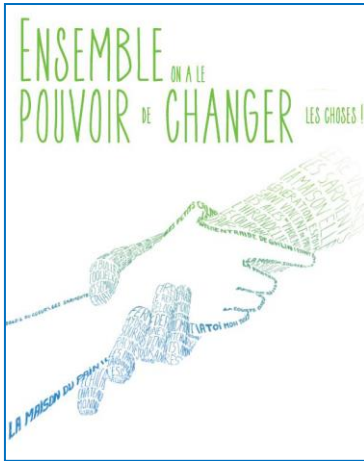
Société | Associations

A-t-on (vraiment) le pouvoir de changer les choses ?

« Ensemble, on a le pouvoir de changer les choses » affirme l’affiche de Vivre Ensemble en 2016. Pour aller au-delà du slogan et alors que la face sombre du monde semble prendre le dessus, cette analyse nous en fait voir la face lumineuse et propose des pistes pour en faire un outil effectif de changement social.

Avec le soutien de





Au risque de surprendre, il y a bien des raisons aujourd'hui d'être optimiste. Non pas un optimisme béat, mais un optimisme raisonnable et raisonné. En effet, aujourd'hui plus que jamais dans l'histoire, tout est à notre portée pour des changements favorables pour l'humanité.

- Dans le domaine de **l'énergie**, on sait aujourd'hui que nous pouvons nous passer complètement d'énergies fossiles et faire fonctionner une société zéro carbone.

- En matière de **mobilité**, on peut aujourd'hui plus facilement qu'avant vivre sans voiture personnelle lorsqu'on habite en ville, grâce à des dispositifs comme Cambio¹.

- Nous avons suffisamment de recul et d'analyses pour montrer qu'une autre **production alimentaire**, respectueuse de l'humain et de la nature, est possible et rentable.

- Nous avons en main beaucoup d'outils pour assurer le nécessaire renouveau de la **démocratie**. On pense ici notamment aux travaux de David Van Reybrouck².

- De nouvelles formes de **logements**, adaptées aux besoins d'aujourd'hui, à ceux des jeunes, des familles au fil des années, des personnes âgées, des personnes seules... c'est devenu une réalité, et le secteur privé s'est saisi de ces innovations plus vite que le secteur public.

- Nous avons les moyens technologiques de rendre confortable et sûre la vie des **personnes âgées** qui restent à domicile, notamment grâce à la domotique ; et cela pour un coût raisonnable, même si l'accès des personnes les plus précaires à ces technologies reste un défi.

- Dans la lutte contre la **pauvreté**, nous avons un nombre incroyables d'expériences qui pourraient nous aider, même si elles ont surtout été expérimentées ailleurs. On pense par exemple à la réduction significative de la pauvreté au Brésil.

- En matière d'**emploi**, l'innovation est bien présente aussi : voyons par exemple « Paysans-artisans »³ qui pratique le groupement d'employeurs. Il s'agit d'un employé qui se met au service de plusieurs employeurs différents, par exemple pour la communication ou la comptabilité. Ainsi, déléguer une partie des indispensables « à-côté » du travail de paysan ou artisan devient financièrement abordable. On peut aussi citer les expériences de réduction et de partage du temps de travail (chez Auto 5 par exemple)⁴, de gestion participative de l'entreprise, de reprise d'une entreprise par ses travailleurs en coopérative...

¹ Voir www.cambio.be

² Auteur belge, entre autres de « Contre les élections ». Il intervient notamment dans le film « Demain ».

³ La coopérative PAYSANS-ARTISANS a été créée pour promouvoir et faciliter l'accès aux produits de ces producteurs agricoles et artisans transformateurs des communes de Floreffe, Fosses-la-Ville, Jemeppe-sur-Sambre, Sambreville, Mettet, Profondeville et Namur. Une trentaine de producteurs ont rejoint la coopérative. Voir www.paysans-artisans.be

⁴ Voir la brochure publiée par la CSC : <https://www.csc-en-ligne.be/csc-en-ligne/brochures/legislation-sociale/brochure-sur-le-travail.html>

Le propos n'est pas ici de faire comme si tout allait bien. Certes, il y a toujours une face sombre dans le monde, mais elle ne doit pas nous décourager et nous empêcher de voir **la face lumineuse**, car elle **est enthousiasmante**.

Il est important que les acteurs du secteur social, les militants, tous ceux qui veulent construire une société différente, soient convaincus que des solutions existent, aillent les découvrir sur le terrain, les connaissent et les fassent connaître.

Être attentifs aux nouveautés prometteuses

3

Quelles sont ces nouveautés qui permettent l'optimisme et que nous gagnerions à mieux connaître ? On peut notamment souligner :

- la **créativité citoyenne** pour trouver de nouvelles solutions. Il faut remarquer que nombre d'innovations ne sont pas le fait des pouvoirs politiques, mais de citoyens, individuellement ou collectivement.
- de **jeunes entrepreneurs** qui mettent notamment en œuvre l'économie collaborative (la vraie, pas celle d'Uber et d'Airbnb). Les citoyens qui ont le cœur à gauche ont tendance à mettre tous les patrons dans le même sac, celui des exploités. Or, il y a aujourd'hui de nombreux entrepreneurs qui ne pensent pas qu'au profit, qui fondent et gèrent des entreprises avec le souci de l'éthique, de la durabilité, de la participation des travailleurs. Ils apprennent à collaborer avec d'autres, à s'entraider, et c'est d'ailleurs pour eux un gage de durabilité.
- Nous assistons à des **progrès technologiques** inimaginables qui permettent de dégager du temps. Dans les métiers du service à la personne, ce temps pourrait être affecté à la qualité relationnelle plutôt qu'à l'acte technique. Avec le bémol de l'épuisement prochain des ressources naturelles nécessaires au développement de certaines de ces technologies et le risque que le temps de travail dégagé par les progrès technologiques soit simplement supprimé et non réaffecté.

Des craintes à ne pas cacher

Malgré tout, on peut exprimer certaines craintes qui nuancent ces raisons d'être optimiste.

Tout d'abord, le **manque de temps**. En matière d'environnement comme en matière sociétale (démocratie, montée des extrémismes, inégalités...), le temps est compté, quand il n'est pas déjà trop tard.

Ensuite, la **compétition** qui règne dans l'ensemble de la société est un obstacle au changement. C'est malheureusement valable dans tous les secteurs et donc aussi dans le secteur associatif, où chacun est en concurrence avec les autres

opérateurs pour obtenir des subsides publics, pour accéder aux médias, à la notoriété, aux dons privés...

On observe de nombreuses et profondes **coupures** dans la société : au niveau des valeurs et des idées, entre jeunes et vieux, entre riches et pauvres, entre religions ou convictions philosophiques... et l'on est en droit de se demander si le monde politique est à la hauteur pour combler un tant soit peu ces fossés et avancer dans le bon sens.

Une partie des **élites économiques** se coupe volontairement de la société et s'en exclut jusque physiquement, notamment par l'exil fiscal. Ces très riches refusent de participer à la solidarité collective d'une société dont ils tirent pourtant leur fortune.

Nous sommes tous pris dans une sorte de **frénésie d'existence**, en tant qu'individus mais aussi comme associations : publications, colloques séminaires qui n'apportent parfois rien de neuf mais cherchent à capter l'attention des médias ou du public. Cela engendre un gaspillage collectif de temps, d'argent et d'énergie.

La **complexité** des défis auxquels nous avons à faire face nous complique aussi la tâche. C'est peut-être une conséquence de cette complexité : les acteurs de la société civile sont très dispersés dans leur attention et leurs engagements. Les nombreuses mobilisations citoyennes sont la preuve d'une vitalité démocratique à la base que l'on ne peut que saluer, mais elles risquent d'empêcher ceux qui courent sans cesse de l'une à l'autre d'aller au bout d'une problématique, avec, au bout du compte, un manque d'efficacité collective.

Des pistes pour agir efficacement

Alors, que faire ?

En premier lieu, **s'informer, comprendre, partager, parler vrai, ne rien laisser passer**. Si le système dénoncé existe, c'est qu'il y a une majorité de gens qui s'y retrouvent ; probablement parce que, comme le soutient l'économiste Christian Arnsperger, cet hyper-consumérisme nous aide à apaiser nos angoisses existentielles de finitude et de dépendance⁵.

En deuxième lieu, il faut **faire preuve de rigueur et de clarté**. Demander un revenu décent pour tous, c'est bien, mais un micro-trottoir sur le montant précis de ce revenu nous donnerait des réponses bien diverses. Parle-t-on d'un revenu décent par personne ou par ménage (allusion au statut cohabitant qui réduit les allocations sociales des personnes qui ne vivent pas seules) ? Bien sûr, les slogans

⁵ Christian Arnsperger, *Critique de l'existence capitaliste*, Le Cerf, 2005.

mobilisateurs sont utiles, mais on ne peut s'en satisfaire. C'est avec rigueur qu'il faut déterminer ce montant (et trouver sur ce point un consensus avec les différents acteurs qui se mobilisent autour de cette revendication) afin d'avoir des revendications précises et argumentées au moment d'interpeller les décideurs politiques.

Ensuite, il convient **d'éviter le simplisme**. Affirmer, par exemple, qu'une taxe sur les millionnaires permettrait d'éradiquer la pauvreté, c'est un peu court. Nier la complexité des problèmes et proposer des recettes miracles est contreproductif en termes d'efficacité comme en termes de crédibilité face à ceux que l'on souhaite interpeller et convaincre.

Dans cette même optique, il importe **d'interroger le réel**. De ne pas se satisfaire de titres ou de phrases à l'emporte-pièce comme ceux qui défilent sur les fils d'actualité de Facebook. Il est indispensable de vérifier, de regarder, de contester, de nuancer. Sans cela, le risque est grand que nous soyons sous peu submergés par des phénomènes comme ce que l'on voit aujourd'hui aux Etats-Unis. Bien sûr, cela demande du travail, donc du temps, donc des moyens. C'est pourquoi il ne faut pas faire ce travail seul, mais bien élaborer **un programme de recherche commun en mobilisant toutes les ressources disponibles dans la société civile en un effort collectif**.

Il ne faut pas renâcler à **affronter ce qui peut déranger**, des faits qui ne vont pas dans le sens de ce que l'on défend. Il y a par exemple des progrès en matière de génétique, qui montrent que oui, une partie de ce que nous sommes est inné, déterminé par la génétique, et pas seulement par notre contexte familial et social. Le prendre en compte ne signifie pas qu'il faut renoncer à lutter contre les conditionnements sociaux, mais simplement qu'il faut s'interroger sur la façon d'empêcher que la génétique ne soit déterminante dans la position occupée par chacun-e dans la société. Autre exemple : oui, il y a des personnes qui refusent plusieurs fois de suite une proposition de logement social. Il est inutile de le nier ou d'éluder la question. Par contre, on peut en prendre acte et tâcher de comprendre ce qu'il y a derrière ces refus, afin de faire changer les choses.

« Un immense besoin d'éducation populaire »

Enfin, pour faire changer les choses, **l'éducation permanente doit redevenir prioritaire**, et il faut répondre à cet « immense besoin d'éducation populaire », pour reprendre le titre d'un article publié dans Le Monde par le sociologue Christian Maurel⁶. Nous sommes à la fois coresponsables et victimes de la dégradation de l'éducation permanente (EP). D'une part, l'EP, qui dépend du ministère de la culture – déjà pas très favorisé budgétairement parlant – est loin d'être prioritaire à l'heure d'établir des budgets qui sont aujourd'hui forcément

⁶ Le Monde, 2/2/2011. Lien raccourci : <https://miniurl.be/r-1937>

austéritaires. D'autre part, **l'éducation permanente ne peut se faire qu'avec des gens qui en ont envie**. Or, l'époque n'est guère à la réflexion ni à l'action collective, mais bien plus à l'information-spectacle et fragmentée et au repli sur la sauvegarde de la sphère individuelle.

Il est à noter que l'éducation permanente, traditionnellement cantonnée dans les milieux dits populaires ou défavorisés, est un immense et urgent besoin aujourd'hui **pour l'ensemble de la population**, en ce compris les responsables politiques.

Ensemble vers un objectif commun

Concrètement, pour avoir le pouvoir de changer les choses, les associations et les mouvements devraient parvenir à **se mettre d'accord sur une avancée à obtenir**, un projet sur lequel tous les acteurs s'accorderont pour dire qu'il est prioritaire. Pour élaborer ensuite un document commun, activer les relais tout azimut, choisir ce thème comme thème unificateur pour les événements et manifestations, et, bien sûr, **être précis sur la revendication**, la mise en œuvre du droit que l'on veut promouvoir. L'exemple du CETA est encourageant : une action concertée et durable a permis d'une part la sensibilisation et la mobilisation de la société civile (rappelons-nous que les traités antérieurs n'ont jamais connu cette notoriété dans le grand public) et, d'autre part, l'interpellation et la concertation avec les élus des parlements wallon et bruxellois.

Ceci nous amène à insister, en guise de conclusion, sur l'importance de **renouer le lien avec le politique**, dont les milieux militants et associatifs ont plutôt tendance à se méfier. Car, si le changement vient de la base, il ne peut avancer sans action politique. C'est, comme le dit le député européen Philippe Lamberts, la tactique de la tenaille : la pression citoyenne risque de ne pas aboutir si elle n'a pas d'alliés parmi les élus, qui travaillent au sein même des organes de décision politique ; mais ces alliés ont peu de chances de se faire entendre de leurs pairs s'ils ne sont pas soutenus par une large mobilisation citoyenne.

Alors, décidément oui, ensemble, on a le pouvoir de changer les choses, à condition de traduire ce « ensemble » dans les stratégies et dans les pratiques des associations et mouvements de la société civile.

Philippe Defeyt et Isabelle Franck⁷

Disponible sur www.vivre-ensemble.be
Contact : info@vivre-ensemble.be
02 227 66 80

Avec le soutien de la



⁷ Cette analyse est le résumé d'une réflexion développée par Philippe Defeyt lors d'une l'assemblée associative à Namur le 14/11/2016.